

POUR UN RASSEMBLEMENT ANTILIBERAL DE GAUCHE ET DES CANDIDATURES COMMUNES :

IL Y A URGENCE !

Pour que ça change vraiment, l'heure est venue de passer aux actes : **nous proposons la création d'un collectif national d'initiative pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes.**

En moins d'un an, à plusieurs reprises, la société française s'est insurgée contre le libéralisme, destructeur de vies et d'avenir. Le 29 mai 2005, une majorité a sanctionné les choix libéraux des élites européennes. A l'automne, la jeunesse de nombreux quartiers populaires, confrontée au chômage, à l'exclusion et aux discriminations, a manifesté sa révolte. En mars et avril de cette année, c'est par millions que jeunes et salariés se sont soulevés contre la précarité et la destruction du code du travail. Depuis, le refus de la loi sur « l'immigration jetable » s'étend. Ces séismes à répétition et les luttes appellent une réponse politique à la hauteur. Elle ne peut pas être le « réformisme de gauche » accompagnant la mondialisation capitaliste que propose la direction du Parti socialiste. Elle ne peut pas être la réédition de ces alternances sans changement profond qui se terminent inmanquablement par des désastres, comme le 21 avril 2002.

Notre pays a besoin d'une rupture avec le cadre libéral, et non d'un aménagement de celui-ci. Ce choix, qui doit être traduit en propositions précises, correspond à l'attente de millions de femmes et d'hommes de notre pays. Il a vocation à être majoritaire au sein de la gauche, à y battre les politique d'adaptation et de renoncement, ouvrant ainsi la voie à un changement politique et social profond.

Le discours dominant prétend fixer le cadre des prochaines échéances électorales en les réduisant à la rivalité des deux partis institutionnellement dominants. Tout juste s'inquiète-t-on de la capacité de l'extrême droite à troubler le jeu et s'interroge-t-on, en marge, sur qui décrochera le prix du meilleur second rôle à gauche du PS au terme d'une dérisoire compétition dans la dispersion.

Mais l'Histoire n'est pas écrite.

Nous étions ensemble contre les offensives de la droite et du patronat, refusant de nous incliner devant l'inéluctabilité du modèle libéral que l'on cherche à imposer à tous les pays d'Europe. Dans nos partis, syndicats, associations, dans le cadre des collectifs unitaires du 29 mai ou d'autres initiatives visant à l'unité, nous avons poursuivi notre démarche. Nous affirmons que seule une union de toutes les énergies anti-libérales autour d'un projet commun, seules des candidatures communes antilibérales de gauche aux élections présidentielle et législatives peuvent ouvrir la voie à une authentique alternative : sociale, écologique, anti-discriminations, démocratique. Faute de quoi l'exaspération et la détresse populaires risquent de se traduire en abstention et de profiter à la droite extrême ou à l'extrême droite.

Les obstacles à l'unité peuvent être levés si la volonté politique prévaut.

Nous nous battons pour gagner. Nous voulons en finir avec le pouvoir de la droite, en finir durablement avec une politique dont le pays fait les frais depuis trop longtemps. C'est pourquoi nous avons l'ambition de changer en profondeur la donne politique, de bouleverser le rapport de forces à gauche. Nous voulons construire une forte dynamique populaire et citoyenne, œuvrer ainsi à l'essor des mobilisations sociales, avec l'objectif d'une majorité et d'un gouvernement qui appliquent une politique au service du peuple. Une politique en rupture avec le libéralisme, opérant des choix respectueux du futur de la planète et des humains qui y vivent. Nous le croyons possible. Si nous n'accédons pas au second tour de la présidentielle, nous nous mobiliserons pour battre la droite et l'extrême droite. Mais nous ne participerons pas à un gouvernement qui serait dominé par le social libéralisme.

Des propositions convergentes existent sur nombre de questions essentielles. Elles fournissent déjà un fondement solide à notre rassemblement.

Notre campagne commune aux élections présidentielle et législatives devra s'inspirer de celle menée pour le rejet du traité constitutionnel européen. C'est la même dynamique unitaire que nous devons donner à voir dans les entreprises, les quartiers, les meetings, les médias. Cette campagne devra être portée par les différentes sensibilités engagées dans le processus et ensemble, partout, par les milliers de citoyens qui s'y retrouveront.

Un tel cadre collectif permettra d'échapper à la dérive présidentialiste encouragée par les institutions et de désigner celle ou celui qui symbolisera le mieux notre unité à l'élection présidentielle.

Le temps est venu de concrétiser. Nous proposons la création d'un collectif national d'initiative permettant de discuter de toutes les questions auxquelles ce rassemblement devra répondre, de lever les derniers obstacles et de concrétiser cette campagne. Nous convions toutes les forces, courants, sensibilités de la gauche anti-libérale, féministe, écologiste, citoyenne à être partie prenante de ce collectif qui ne sera pas un cartel figé et restera ouvert. Nous invitons toutes celles et ceux qui partagent notre objectif à créer partout de tels collectifs d'initiative, unitaires et populaires.

Il nous appartient de délivrer ensemble un message d'espoir. Le temps presse. Le défi doit être relevé.

Etienne Adam, Christophe Aguiton, Tony Andréani (professeur émérite de sciences politiques), **Patrick Appéré, Clémentine Autain** (féministe, élue de Paris), **Francine Bavay, Hamida Ben Sadia, Jean-Jacques Boilarussie, José Bové, Patrick Braouezec, Marylène Cahouet, Eric Coquerel, France Coumian, Pierre Cours-Salies, Claude Debons, Monique Dental** (militante féministe), **Hayat Dhalifa, Michel Dupont, Frédéric Dutoit, Alain Faradji** (membre de le LCR), **Bertrand Geay, Michel Husson** (économiste), **Raoul Marc Jennar, Jacques Lerichome** (syndicaliste), **Bernard Loche, Céline Malaisé** (membre de la LCR), **Roger Martelli, Henri Merme, Roland Merieux, Claude Michel** (syndicaliste), **René Mouriaux** (politologue), **Michel Naudy, Michel Onfray** (philosophe), **Christian Picquet**

(membre de la LCR), **René Revol** (vice-président de « Pour une République Sociale »), **Yves Salesse**, **Patrick Silberstein** (médecin, éditeur), **François Simon**, **Francis Sitel** (membre de la LCR), **Philippe Villechalanne** (militant d'association de chômeurs), **Claire Villiers**, **Pierre Zarka**, **Malika Zédiri**

Les Alternatifs, Gauche républicaine, MARS, Parti communiste français.